

SOS LH h9/7

9152

(1943

V. D. 4133 : Félicitations au personnel
pour sa collaboration à l'organisa-
- tion des trains d'assistance.

Convention avec le Ministère de l'Intérieur
pour la formation et la circulation de trains d'assistance

C.A. 2. 6.43 26 Qd a)

Convention avec le Ministère de l'Intérieur pour la formation de trains d'assistance.

séance du 2 juin 1943

- Questions diverses -

a) Convention avec le Ministère de l'Intérieur pour la formation et la circulation des trains d'assistance.-

M. LE PRESIDENT rend compte de ce que, en raison de l'urgence, il a approuvé une Convention passée, dans le cadre des dispositions de l'article 29 du Cahier des Charges, avec le Ministère de l'Intérieur (Service Interministériel de protection contre les événements de guerre) en vue de la location de rames "d'assistance" devant être affectées aux transports qui peuvent être nécessaires en cas de calamité publique.

Les taxes de location et prix de transport fixés par cette Convention sont les mêmes que ceux déjà prévus dans des conventions analogues passées antérieurement avec le Ministère de l'Intérieur et le Secrétariat d'Etat à la Guerre.

Le Conseil prend acte de ce compte rendu.

Notes de séances p. 26.

M. LE PRESIDENT.- En raison de l'urgence, j'ai approuvé une Convention passée, dans le cadre des dispositions de l'article 29 du Cahier des Charges, avec le Ministère de l'Intérieur (Service Interministériel de protection contre les événements de guerre) en vue de la location de rames "d'assistance" devant être affectées aux transports qui peuvent être nécessaires en cas de calamité publique.

Les taxes de location et prix de transport fixés par cette Convention sont les mêmes que ceux déjà prévus dans des conventions analogues passées antérieurement avec le Ministère de l'Intérieur et le Secrétariat d'Etat à la Guerre.

Le Conseil rend acte de ce compte rendu.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

CABINET DU PRÉSIDENT

Cette convention, et celle, sur la base
de l'article 29 du Cahier de charges, doit naturelle-
ment être annexée au contrat d'administration.

Néanmoins, elle doit entrer en vigueur
le 1^{er} juin 1943 et le Ministère de l'Armement
insiste pour qu'elle soit signée au préalable, de
telle manière qu'elle puisse être présentée à l'appro-
bation du Sénat à Vichy.

Ensuite, pour l'examen de compte rendu
du Conseil d'administration prochain, pourrions-ils être
donné satisfaction à ce jour, de la part du Pré-
sident, par les articles 3 et 5 sont ceux que nous
expliquons depuis tout en Ministère de l'Armement pour
l'organisation de la guerre :

- Travaux de location : ce sont ceux que nous avons depuis
la guerre

- Travaux de Transport : ce sont ceux que nous avons depuis
le Ministère de l'Armement pour les réfugiés et qui con-
viennent toute fois de l'éventualité d'une classe de destination
ou plutôt de l'augmentation de temps de transport.

18 mai 1943

Kloss

S.N.C.F.

Secrétariat de
la Direction
Générale

Le 27 Mai 1943

Le Service du Mouvement, en trans-
mettant pour signature les deux exemplai-
res ci-joints de la Convention pour le
service de protection contre les événements
de guerre, signale que le Ministère de
l'Intérieur désirerait faire parvenir
les textes signés à VICHY, Samedi prochain
29 Mai.

A/

CONVENTION

conclue entre le Ministre de l'Intérieur pour le Service Interministériel de Protection contre les Evénements de Guerre et la Société Nationale des Chemins de fer Français pour la formation et la circulation des Trains d'Assistance

Entre :

Monsieur le Ministre de l'Intérieur, pour le Service Interministériel de Protection contre les événements de guerre, désigné dans la présente Convention par l'abréviation "S.I.P.E.G.",

d'une part,

Et la Société Nationale des Chemins de fer Français, 88, rue St-Lazare, désignée dans la présente Convention par l'abréviation "S.N.C.F." et représentée par M. FOURNIER, Président du Conseil d'Administration et Monsieur GRIMPRET, Vice-Président du Conseil d'Administration,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Art. 1 - Objet de la Convention -

Le S.I.P.E.G. demande à la S.N.C.F. qu'il lui soit consenti la location, de gré à gré, de rames "d'Assistance" qui seront affectées aux transports qui peuvent être nécessités en cas de calamité publique. La désignation de ce matériel fait l'objet de l'annexe ci-jointe.

La location des différents aménagements sanitaires ou autres qui peuvent être placés dans ce matériel et qui ne sont pas la propriété de la S.N.C.F. n'est pas visée par la présente Convention.

Art. 2 - Conditions d'utilisation de ce matériel -

Le point d'attache des rames est fixé en accord entre la S.N.C.F. et le S.I.P.E.G. à la gare de Montrouge (Région Ouest).

Le S.I.P.E.G. s'interdit toute sous-location à des tiers du matériel précité, sauf autorisation de la S.N.C.F.

En aucun cas, ce matériel ne pourra être utilisé pour des transports de voyageurs, exception faite du personnel affecté au service des trains d'Assistance.

En cas d'infraction à l'une ou l'autre de ces dispositions, la location sera résiliée de plein droit sur simple notification de la S.N.C.F. par lettre recommandée.

Art. 3 - Taxes de location -

La location est consentie pour une période minima d'une année à raison de :

157 frs	par	journée	indivisible	pour	les	voitures,
45 frs		d°				pour les fourgons,
45 frs		d°				pour les plats pour autos.

La location commence à courir à partir du 1er juin 1943.

Elle cessera de courir lors de la restitution du matériel à compter de la sortie des Ateliers, après suppression des aménagements et remise de chaque véhicule en son état primitif.

Le montant des frais de location sera versé chaque semestre à la S.N.C.F.

Le S.I.P.R.G. s'engage à n'apporter sous aucun prétexte une modification quelconque aux dispositions du matériel loué ou à ses aménagements, sans y avoir été autorisé par écrit par la S.N.C.F.

Toutes dépenses afférentes aux modifications ainsi autorisées seront à la charge du S.I.P.R.G.

Au cas où des réparations devraient être effectuées au matériel ou à ses aménagements, le loyer continuera à courir pendant la durée de ces réparations.

Art. 4 - Circulation du personnel affecté au service des trains d'Assistance -

Le personnel désigné pour assurer le service de ces trains devra être muni d'une carte nominative agréée par la S.N.C.F. lui permettant l'accès aux trains d'Assistance, ainsi que la circulation sur les lignes S.N.C.F. à l'intérieur de ces trains.

Art. 5 - A) Taxation des transports -

Les transports sont taxés à raison de :

- a) pour les trains - 80 f 60 par train composé de 10 véhicules⁽¹⁾ ou payant pour ce nombre et par kilomètre, taxe à augmenter de 5 f 4 par kilomètre et par véhicule⁽¹⁾ en sus de 10, avec maximum de 182 frs pour le train et par kilomètre;
- b) pour les véhicules isolés - 11 f 7 par véhicule⁽¹⁾ et par kilomètre.

B) Modification éventuelle des prix -

En cas de variation dans les prix des billets simples des voyageurs ordinaires de 3ème classe, les prix indiqués à la présente Convention seront modifiés à la même date et dans la même proportion que les prix de ces billets.

C) Règlement des transports -

Le règlement des transports effectués aux conditions de la présente Convention a lieu postérieurement à leur exécution à la demande de la S.N.C.F. par les soins du S.I.P.E.G.

Pour l'exécution de ce règlement, la S.N.C.F. produit les titres de créance utiles. Sur le vu de ces pièces et dans les 45 jours de leur remise, le S.I.P.E.G. mandate la totalité du montant des titres de créance.

Passé ce délai, tout retard dans le règlement imputable au S.I.P.E.G. donne lieu au versement à la S.N.C.F. d'intérêts moratoires calculés au taux d'escompte de la Banque de France, majoré de 1 % et courant de plein droit à partir de l'expiration du délai de 45 jours susvisé.

D) Préavis -

Tout transport à effectuer devra être précédé d'un préavis d'au moins :

- 72 heures en ce qui concerne les trains complets,
- 24 heures en ce qui concerne les voitures isolées.

(1) Un véhicule à bogies comptant pour 2 véhicules.

Toutefois, en cas d'extrême urgence, ces préavis pourront être réduits à 8 heures. Ils seront adressés par le S.I.P.E.G. directement au Poste Régional d'Informations de la Division du Mouvement de la Région de départ.

Le Poste d'appel pour la Région Ouest est :

LABorde 88.00 - Poste 1481

Art. 6 - Entretien, chauffage, éclairage, nettoyage du matériel -

La S.N.C.F. assurera à ses frais l'entretien du matériel loué dans les mêmes conditions de délai que pour le reste du matériel de la S.N.C.F. à l'exclusion des aménagements spéciaux.

Les frais de fourniture du chauffage et de l'éclairage resteront à la charge de la S.N.C.F.

Le chauffage des trains en cours de circulation sera assuré suivant les mêmes règles que pour les trains de voyageurs.

La S.N.C.F. n'assurera pas le chauffage pendant les stationnements.

De même, la S.N.C.F. n'assurera pas l'éclairage des trains pendant les stationnements.

Au retour des trains à leur point de garage, le nettoyage extérieur du matériel sera effectué par les soins de la S.N.C.F.

Art. 7 - Responsabilité et gardiennage -

La S.N.C.F. décline toute responsabilité du point de vue incendie vis-à-vis des personnes et du matériel transportés.

Le S.I.P.E.G. sera responsable des dégâts ou avaries causés au matériel donné en location par le fait de son personnel ou de son matériel propre conformément aux règles du droit commun; il sera tenu d'en indemniser la S.N.C.F.

Le S.I.P.E.G. s'engage à indemniser la S.N.C.F. en cas d'incendie provoqué par les produits transportés, ou aggravé du seul fait de leur présence.

Le gardiennage des trains ainsi que des véhicules qui auraient à être garés isolément sera assuré par les soins du S.I.P.E.G., la S.N.C.F. étant dégagée de toute responsabilité en ce qui concerne les vols ou détériorations éventuels.

Art. 8 - Durée de la Convention -

La présente Convention prend date du 1er juin 1943 jusqu'au 30 Novembre 1943; elle se continuera ensuite par tacite reconduction pour des périodes d'égale durée, avec faculté pour chacune des parties d'y mettre fin, à toute époque, moyennant un simple préavis donné trois mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans le cas où la résiliation interviendrait en cours d'année, la S.N.C.F. effectuerait une restitution du prix de la location versé à l'avance, au prorata du temps restant à courir sur l'année commencée.

Toutes les correspondances relatives à la présente Convention doivent être adressées au Service Central du Mouvement de la S.N.C.F. (8, rue de Londres).

Art. 9 -

Pour ce qui concerne le Ministère de l'Intérieur, les dépenses résultant de l'application de la présente Convention seront imputées sur les crédits ouverts au titre de la Direction des Réfugiés.

Art. 10 - Approbation de la Convention et exemption de la formalité d'enregistrement -

La présente Convention, conclue dans le cadre de l'article 29 du Cahier des charges de la S.N.C.F. annexé au décret du 31 décembre 1937, sera soumise à l'approbation du Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances et du Secrétaire d'Etat aux Communications.

Elle sera établie sur papier non timbré et enregistrée gratis, par application de l'article 1er du décret du 13 octobre 1939.

Fait à Paris, le 1er Juin 1943

en deux originaux, dont un pour le Ministre de l'Intérieur et un pour la S.N.C.F.

P. le Ministre de l'Intérieur,

P. la Société Nationale des Chemins de fer Français,

Le Secrétaire Général pour l'Administration,

Le Président du Conseil d'Administration, Le Vice-Président du Conseil d'Administration,

Signé: J. L. L.

Signé: L. L.

Signé: J. L. L.

Approuvé :
Le Secrétaire d'Etat aux Communications,

Approuvé :
Le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances,

ANNEXE à la CONVENTION du 1er JUIN 1943

entre la Société Nationale des Chemins de fer Français et le
Service Interministériel de Protection
contre les événements de guerre (S.I.P.E.G.)

Désignation du matériel objet de la dite Convention

<u>1^{er} train</u>		<u>2^{ème} train</u>	
Voiture A ³ c ² L ³ myfi	[5] N° 112	Voiture A ³ c ² L ³ myfi	[5] N° 101
-d°-	N° 113	-d°-	N° 115
-d°-	N° 114	-d°-	N° 116
Pourgon Dp	[5] N° 25710	Pourgon Dqd ²	[5] N° 25719
-d°-	N° 25670	-d°-	N° 25797
Wagon plat Iuw	[1] N° 62	Wagon plat Iuw	[1] N° 54

Paris, le 1er juin 1943

Pour le Ministre de l'Intérieur,

Pour la Société Nationale
des Chemins de fer Français,

Le Secrétaire Général
pour l'Administration,

Le Président
du Conseil
d'Administration,

Le Vice-Président
du Conseil
d'Administration,

Signé Lammie

Signé Guisbert